Les privilégiés de 2018 subiront le même sort que ceux de 1789

LES GILETS JAUNES ONT RAISON : TROP C'EST TROP. Nos finances sont ruinées par les privilégiés de la République qui vivent sur notre dos, nous réduisant à la misère. Bon sang, le 4 août 1789, dans la nuit, les privilèges de la noblesse et du clergé ont été abolis, une mesure qui a été suivie par l'abolition des privilèges existant dans le tiers-état – ceux des bourgeois possédants – par la loi d'Allarde des 2 et 17 mars 1791. Privilèges dont le peuple se plaignait depuis des siècles. Supprimés définitivement par la Révolution ? Non, car

peu à peu, au fil du temps, ils ont été reconstitués. **En pire.**

Le fait est bien renseigné, des enquêtes très sérieuses ont été publiées, des hommes politiques s'en sont émus, mais les privilégiés du système qui forment aujourd'hui un véritable État dans l'État prospèrent, se goinfrant sur le dos d'un peuple qu'ils méprisent. Et la différence entre les privilèges de 1789 et ceux d'aujourd'hui n'est que théorique. Le principe est identique : une toute petite proportion de la nation en écrase la majorité : 2 % de la nation en 1789, 66 000 salopards en 2018 sur une population de 67 millions d'habitants, soit environ 0,1 %.

CAR L'ENJEU EST BIEN LÀ. POUR METTRE UN TERME À TOUS LES ABUS DE L'ÉTAT, À TOUTES LES INÉGALITÉS SOCIALES, À L'OPPRESSION POLITICO-FINANCIÈRE, UN SEUL MOYEN : METTRE FIN AUX NOUVEAUX

PRIVILÈGES.

Qui sont ces privilégiés qui nous empêchent de vivre ?

Cet abrégé s’appuie sur :

des enquêtes de la presse écrite :

–
http://www.lesenquetesducontribuable.fr/2014/10/14/ces-hauts-fonctionnaires-qui-vivent-a-vos-crochets/48521
–
–
http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2012/08/30/bercy-beaucoup-656-fonctionnaires-gagnent-plus-que-hollande-et-ayrault/
–
–
https://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20140417trib000825823/ces-plus-hauts-salaires-de-la-fonction-publique-appeles-a-faire-un-geste.html
–
–
https://www.lagazettedescommunes.com/510878/combien-gagne-vraiment-un-depute/
–
–
https://www.challenges.fr/economie/ce-que-gagnent-les-fonctionnaires-les-mieux-payes-de-la-republique_561243
–
–
https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/600-hauts-fonctionnaires-sont-mieux-payes-que-le-chef-de-l-etat_1977346.html
–
– « Les enfants gâtés de l’État », *Les Enquêtes du contribuable*, octobre/novembre 2014

des enquêtes de la presse du Net :

–
http://www.journaldunet.com/business/salaire/eleve-de-l-ena/salaire-00640
–
– http://www.journaldunet.com/economie/business-de/president-de-la-republique-elysee/index.shtml
–
–
http://www.linternaute.com/actualite/dossier/05/salaires-politiques/etat-entreprise.shtml
–
des dossiers d'organisations de l'État :

–
https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-concours/travailler-dans-les-organisations-internationales/etre-ou-devenir-fonctionnaire-international/statut-de-fonctionnaire-international/article/grades-et-remunerations

–
–
https://www.emploi-collectivites.fr/grille-indiciaire-hospitaliere-directeur-hopital-dh/3/94.htm
–
des livres de premier plan :

– "La face cachée du Quai d'Orsay", de Vincent Jauvert, grand reporter à *L'Obs*, sur le 37 quai d'Orsay.
–
– « Les Intouchables d'État », Vincent Jauvert.
–
– « Aux frais de la princesse », (Lattès), d'Yvan Stefanovitch
–
– "L'argent caché de l'Élysée", chez Éditions du Seuil, de René Dosière :
–
Des organisations et divers documents sérieux non mentionnés ici (la liste est énorme et c'est pourquoi je vous disais que

le sujet est très documenté) :
–
–
http://u3c.free.fr/politique/enquete_sur_ces_hauts_fonctionnaires_top_gates.php
–
https://www.cadrescfdt.fr/actualites/qui-sont-les-22-600-tres-hauts-fonctionnaires-00640391
–
– https://www.contribuables.org/2018/03/les-primes-illegales-des-hauts-fonctionnaires-de-bercy/
–
– le rapport 2010 des députés Christian Vanneste (UMP) et René Dosière (apparenté PS),
–
–
https://www.bastamag.net/Ces-enarques-charges-de-piloter-la-politique-economique-de-la-France-qui
De toute cette matière, il nous faut retenir les faits suivants.

-UN NOMBRE RESTREINT DE PARASITES : 66 000 hauts fonctionnaires, parmi lesquels 15 000 sont encore plus puissants, vivent à nos crochets, puisant impunément dans les caisses de l'État. C'est une véritable noblesse d'État qui a verrouillé tout le système à son profit exclusif. Moins nombreux en pourcentage que les privilégiés d'avant la Révolution, mais plus puissants puisqu'ils exercent leur pouvoir à l'échelle du pays et non de provinces. La plupart issus des mêmes écoles, en particulier de l'ENA (5 000 personnes issues de l'École Nationale des Ânes, car ils ne produisent rien d'autre que de la dette et des emplois inutiles), mais également Polytechnique et Normale Sup, ils forment une véritable caste fermée. Parmi eux, 400 à 500 personnes hantent l'Élysée, Matignon, les grands ministères et les entreprises publiques qu'ils gèrent à leur convenance.

-ILS OCCUPENT TOUS LES POSTES CLÉS DE L'ÉTAT ET DE LA POLITIQUE, NAVIGUANT ALLÈGREMENT DE L'UN À L'AUTRE : directeurs des administrations, inspecteurs généraux, diplomates, préfets et leurs adjoints, magistrats, directeurs de l'éducation et de la recherche, recteurs, présidents des hautes autorités, directeurs de théâtres nationaux, directeurs de conseils généraux, commissaires de police, administrateurs territoriaux , architectes et urbanistes de l'État, directeurs d'hôpitaux, experts de haut niveau en administration centrale, directeurs généraux des services des communes de grande taille, des départements ou des régions, etc. Les plus nombreux et les pires appartenant au ministère des Finances (Bercy) qui compte 115 000 agents occupés à ruiner les Français, se versant des primes illégales (et non déclarées !), et au ministère des Affaires étrangères. Hors une révolution, il est impossible de s'en débarrasser.

-DES ÉMOLUMENTS INACCEPTABLES DANS UN SYSTÈME EN CRISE : selon *Le Monde*, au Quai d'Orsay, entre 2011 et 2013, certains cadres sup âgés de 58 à 62 ans sont partis après avoir encaissé jusqu'à 100 000 euros de prime… tout en conservant une partie de leur rémunération, « jusqu'à 4 500 ou 5 000 euros par mois pendant trois ans au maximum », selon le ministère des Affaires étrangères.

Selon RT France, en 2015 et en traitement de base, un fonctionnaire français à Bruxelles A16 sans famille à charge perçoit 13 030 € nets mensuels ; celui qui travaille aux Nations unies en classe SGA, 18 477 € ; un fonctionnaire A7 de l'OCDE, 10 487 €, montant auquel il faut ajouter des « indemnités », comme si de tels postes en exigeaient : « ajustement de poste », « expatriation », « foyer » (!), « conditions spéciales » (un vrai fourre-tout), « enfants à charge », « logement », « études ».

D'une façon générale, les hauts fonctionnaires jouissent d'avantages financiers et matériels : transport gratuit, indemnités de frais de mission qui peuvent doubler le salaire,

logements de fonction dans des hôtels particuliers parisiens pour les ministres, etc.
Aux Affaires étrangères, en particulier, qui comptent 15 000 employés, quelque 656 fonctionnaires bénéficient d'indemnités particulières : en 2012, à la demande du journal *Challenge*, Matignon avait donné la liste des 656 fonctionnaires les mieux payés, dont 385 diplomates du Quai d'Orsay établis à l'étranger et 232 cadres de Bercy.

Un élève de l'ENA touche, quant à lui, 1 691 € bruts par mois en France. Plus que la moyenne des Français pour un élève. Un simple élève. Les parents, eux-mêmes énarques, veillent au bien-être de leur progéniture ! Ça promet pour la suite. Et justement, ces parasites de la République, pour un tiers d'entre eux, travailleront dans le secteur bancaire une fois obtenu leur diplôme de l'ENA, payé par le contribuable, et la moitié d'entre eux font des allers-retours entre secteur privé et secteur public, ce qui pose un problème de conflits d'intérêts et donc de déontologie. C'est justement le cas de Macron.

Le Sénat, quant à lui, nous coûte 300 millions d'euros par an, entre ses 350 hauts fonctionnaires et les 870 autres. Mais personne n'a le droit de mettre le nez dans ses comptes, et l'argent du contribuable y valse allègrement. Des primes de nuit qui doublent les salaires et les triplent à 4 heures du matin (comme s'ils travaillaient à ces heures), des appartements de fonction sur le Luxembourg à 600 € par mois, et tout ce qu'on ignore puisque le secret le plus absolu règne sur les comptes.

-QUELQUES EXEMPLES D'ÉMOLUMENTS pris au milieu de beaucoup d'autres :
– Nicolas Dufourcq, énarque et ancien inspecteur des Finances, aujourd'hui directeur de la Banque publique d'investissement (BPI), dont le salaire s'élève à 450 000 euros bruts annuels, 37 500 euros bruts par mois .
– Stéphane Lissner, directeur de l'Opéra national de Paris en

2014, toucherait, selon Mediapart, 30 000 euros par mois (hors primes).
– L'ineffable Dominique de Villepin, qui fut Premier ministre, revint « travailler » une journée, oui, **une seule journée**, au Quai d'Orsay, du 30 septembre au 1er octobre 2013, 20 ans après l'avoir quitté, et obtint une « indemnité exceptionnelle de départ » de 88 787,72 euros, en sus de son traitement mensuel de 6 111,99 euros bruts ainsi qu'une « indemnité exceptionnelle » de 4 493,94 euros, selon *Marianne*.
– L'ambassadeur en Afghanistan : 25 000 €, grâce aux indemnités de résidence, car le traitement d'un ambassadeur varie de 3 800 à 7 000 €, montant dopé par les indemnités (43 ambassadeurs de France sur 157 touchent un minimum de 22 500 euros par mois).
– Schweitzer touche sa retraite d'ex-PDG de Renault, d'ancien inspecteur des Finances (4 500 euros par mois), mais aussi une indemnité d'environ 7 000 euros mensuels en tant que directeur de la Halde (Haute autorité gouvernementale de lutte contre les discriminations)
– Un directeur d'hôpital d'échelon spécial 3 : 6 000 €.
– Un député : 5 560 € + indemnité de logement 1 420 € + le supplément familial de traitement 110 à 688 € + indemnités des autres fonctions électives, le total ne pouvant dépasser 9 857 €.

Le journaliste Vincent Jauvert s'est procuré une note confidentielle d'octobre 2016 de la Direction générale des finances publiques, la "REM 150", qui recense les 150 fonctionnaires de Bercy gagnant plus de 150 000 euros nets, parmi lesquels :
• Le Directeur régional des finances publiques d'Île-de-France : 21 290 euros nets par mois
• Le Secrétaire général du ministère des Finances : 15 710 euros nets par mois
• Le Vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEIET), patron du corps des Mines : 14 200 euros nets par mois

• Le Chef de l’Inspection générale des finances (IGF) : 12 955 euros nets par mois
• Le Gouverneur de la Banque de France : 37 580 euros bruts
• Le Vice-président du Conseil d’État : 16 170 euros nets
• Le Président de l’Autorité de la concurrence : 14 800 euros nets
• Le Premier président de la Cour des comptes : 14 750 euros nets
• Le Directeur de l’Agence régionale de santé d’Île-de-France : 16 700 à 17 500 euros bruts
• Le Président de la Société du Grand Paris (SGP) : 17 000 euros bruts
• Le Directeur général de Sciences Po Paris : 16 670 euros bruts
• Le président du Centre scientifique et technique du bâtiment : 16 330 euros bruts
• Le Directeur général de l’Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : 16 230 euros bruts
• Le Président de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais : 16 000 euros bruts
• Le Directeur général de Business France : 16 000 euros bruts
• Le Trésorier-payeur général (TPG) d’Île-de-France a ainsi touché, en 2015, 255 579 € nets, soit 21 298 nets mensuels
• Le Président de l’Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie (ADEME) : 15 830 euros bruts
• Le Président de l’Institut national de l’audiovisuel (INA) : 15 400 euros bruts
• Le Directeur général de l’Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : 14 290 euros bruts

Et bien sûr, le président de la République, sur lequel a enquêté René Dosière : 61 voitures, 7 scooters et 44 chauffeurs, 20 personnes aux cuisines, 300 couverts par jour, une cave de 15 000 bouteilles de vins prestigieux gérée par 77 personnes, une vaisselle en or à 500 000 €, 10 résidences et annexes, deux Airbus et 6 Falcon, 249 fonctionnaires pour sa

sécurité et un salaire fixé par lui-même ! En douze ans, le budget officiel de l'Élysée a été multiplié par 9, sans la moindre transparence, d'où une grande facilité de détournement de l'argent du peuple.

SEULE UNE BONNE RÉVOLUTION DEVRAIT VENIR À BOUT DE TOUS CES ABUS, COMME EN 1789. LES NOUVEAUX PRIVILÈGES SONT DEVENUS INSUPPORTABLES POUR LES FRANÇAIS.

Louise Guersan